

Revue québécoise de droit international
Quebec Journal of International Law
Revista quebequense de derecho internacional



**GUY LACHAPELLE ET STÉPHANE PAQUIN, DIR.,
MONDIALISATION, GOUVERNANCE ET NOUVELLES
STRATÉGIES SUBÉTATIQUES, QUÉBEC, LES PRESSES DE
L'UNIVERSITÉ LAVAL, 2004**

Olivier Barsalou

Volume 18, Number 2, 2005

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1069186ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1069186ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de droit international

ISSN

0828-9999 (print)

2561-6994 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Barsalou, O. (2005). Review of [GUY LACHAPELLE ET STÉPHANE PAQUIN, DIR., *MONDIALISATION, GOUVERNANCE ET NOUVELLES STRATÉGIES SUBÉTATIQUES*, QUÉBEC, LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, 2004]. *Revue québécoise de droit international / Quebec Journal of International Law / Revista quebequense de derecho internacional*, 18(2), 397–399.
<https://doi.org/10.7202/1069186ar>

**GUY LACHAPELLE ET STÉPHANE PAQUIN, DIR.,
MONDIALISATION, GOUVERNANCE ET NOUVELLES
STRATÉGIES SUBÉTATIQUES, QUÉBEC,
LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, 2004**

*Par Olivier Barsalou**

La mondialisation, phénomène protéiforme et historique, a connu une profonde accélération et une intensification de son mouvement au cours des dernières décennies. De ce constat, deux principes structurent l'analyse du phénomène émergent : la souveraineté limitée de l'État et le rôle accru des organisations subétatiques, privées ou publiques. Partant de ce postulat, Guy Lachapelle et Stéphane Paquin affirment que la mondialisation ne provoquera pas la disparition de l'État. Au contraire, nous assistons à l'époque actuelle à une lente restructuration et recomposition des fonctions techniques, politiques et symboliques de l'État. Toutefois, dans ce contexte d'intégration économique globale, l'État voit ses capacités de régulation économique et sociale marginalisées par l'émergence d'une multiplicité de nouveaux acteurs. Cette période de redéfinition structurelle et substantielle que traverse l'État favorise l'émergence de nouveaux acteurs politiques, le foisonnement des réseaux et des partenariats économiques et le développement d'une gouvernance polyarchique, c'est-à-dire d'un mode alternatif de régulation.

Ce fut dans cette perspective que l'Association internationale de science politique organisa à Montréal, à l'automne 2002, un symposium ayant pour objectif de débattre de cette problématique. Les professeurs Guy Lachapelle¹ et Stéphane Paquin² ont dirigé et participé à cet ouvrage qui rend compte des différents débats et réflexions ayant animé ce symposium. S'articulant autour de la problématique principale exposée précédemment, l'ouvrage développe trois pôles de discussion.

La première partie de cet ouvrage cherche à mettre en place les paramètres d'analyse de la mondialisation. Ainsi, Theodore J. Lowi³ identifie le rôle moteur de l'État et de ses institutions de régulation dans le développement du capitalisme au niveau national. Source de déstabilisation, d'appauvrissement et d'inégalité, le

* Étudiant à la maîtrise en droit international à l'Université du Québec à Montréal. L'auteur peut être rejoint à l'adresse suivante : barsalou.olivier@courrier.uqam.ca.

¹ Guy Lachapelle est professeur de science politique à l'Université Concordia et secrétaire général de l'Association internationale de science politique. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont *Robert Bourassa : un bâtisseur tranquille* (avec Robert Comeau, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2003) et *Globalization, Governance and Identity* (avec John Trent, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000).

² Stéphane Paquin est professeur au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal (chaire Hector-Fabre) et docteur en science politique de l'Institut d'études politiques de Paris. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont *La revanche des petites nations – Le Québec, l'Écosse et la Catalogne face à la mondialisation* (Montréal, VLB Éditeur, 2001) et *Paradiplomatie identitaire en Catalogne* (Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000).

³ John L. Senior Professor of American Institutions à l'Université Cornell et ancien président de l'Association internationale de science politique.

capitalisme affecte négativement les institutions sociales, effaçant toute notion de civisme. De son côté, Pierre de Senarclens⁴ déplace le débat du développement de l'économie de marché concurrentiel au plan mondial et questionne le rôle des organisations internationales, dont l'Organisation des Nations unies, ainsi que leurs capacités de régulation effective. À cela, il oppose les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), véritables zélés du néolibéralisme. À l'inverse, Yves Schemeil⁵, situant sa réflexion dans la perspective libérale en théorie des relations internationales, affirme que l'OMC constitue un acteur fondamental dans la pacification de la société internationale. Pour clore cette première partie, Guy Lachapelle et Stéphane Paquin affirment qu'une compréhension comparée et longitudinale des sources et des effets de la mondialisation repose sur l'utilisation d'indicateurs adéquats tels l'internationalisation des marchés, la gouvernance, les transformations technologiques et les communications personnelles.

La deuxième partie porte sur le développement de nouvelles « voies » de gouvernance. La décentralisation du pouvoir normatif et des responsabilités en matière de politique étrangère de l'État a suscité un renforcement et un enrichissement du rôle joué par les entités subétatiques dans ces deux domaines. En quête d'une reconnaissance et de sécurité économique, les entités subétatiques investissent le monde des relations internationales (Stéphane Paquin et Guy Lachapelle) et développent des réseaux de coopération et de gouvernance entre elles afin de promouvoir des intérêts communs au sein d'entités politiques régionales en quête de légitimité démocratique (Francesc Morata⁶). Le réseautage de ces entités subétatiques prend plusieurs formes selon Earl H. Fry⁷ et établissent ainsi des stratégies proactives de coordination et de coopération transfrontalières et/ou pan-fédérales.

La dernière partie de l'ouvrage aborde dans un premier temps l'impact de la mondialisation et de l'intégration économique sur les identités européenne (André-Paul Frogner⁸) et nord-américaine (Guy Lachapelle). Selon ces auteurs, l'identité est une notion multiforme ayant subi de profondes mutations, tant structurelles que substantielles, au cours des dernières décennies. L'identité se trouve à l'intersection du libéralisme, du nationalisme et du postmodernisme et cherche à se définir dans un contexte mondialisé. Dans un second temps, il est question de l'enjeu relatif aux nouvelles stratégies subétatiques. Luc Bernier⁹ et Francis Garon¹⁰ reconnaissent que la mondialisation actuelle limite les États dans leurs choix politiques; leur marge de manœuvre est extrêmement mince. Néanmoins, les auteurs prétendent qu'il est possible pour l'État de s'adapter à la mondialisation en privatisant peu. L'entreprise publique demeure toujours, pour une entité subétatique, un excellent levier pour une

⁴ Professeur de relations internationales à l'Université de Lausanne.

⁵ Professeur de science politique à l'Institut d'études politiques de Grenoble.

⁶ Professeur de science politique à l'Université autonome de Barcelone.

⁷ Professeur de science politique à l'Université de Brigham Young.

⁸ Professeur de science politique à l'Université catholique de Louvain.

⁹ Professeur à l'École nationale d'administration publique du Québec.

¹⁰ Candidat au doctorat à l'École nationale d'administration publique du Québec.

participation accrue à l'économie mondiale. Finalement, Daniel Charron¹¹ constate que l'intensification des stocks et des flux d'investissements directs étrangers est au cœur des réformes libérales entreprises par les gouvernements et s'inscrit plus largement dans le prolongement des stratégies de transnationalisation déployées par les firmes multinationales. Selon l'auteur, nous assistons incidemment à l'effacement des politiques étatiques restrictives face à l'investissement étranger et au développement d'une politique d'attraction fondée sur des incitatifs matériels (infrastructures, formation de la main d'œuvre, etc.) et financiers (incitatifs fiscaux et subventions).

Le livre *Mondialisation, gouvernance et nouvelles stratégies subétatiques* aborde des questions peu explorées dans les différentes analyses politiques de la mondialisation publiées au cours de la dernière décennie. La pluralité et la diversité des thèmes abordés par les différents intervenants « protègent » le lecteur de tout *a priori* idéologique ou analytique. Ce pragmatisme lui permet d'examiner en toute lucidité et de démythifier les rapports qu'entretiennent la mondialisation économique et l'État. Toutefois, il aurait été souhaitable que les termes centraux de cet ouvrage soient définis de façon plus exhaustive afin de permettre au lecteur de mieux saisir les subtilités ou les nuances des propos tenus par les collaborateurs à ce livre. De plus, l'utilisation abondante de lieux communs dans la description des différents phénomènes abordés par ce livre, telle la mondialisation, vient alourdir inutilement les propos tenus par les différents intervenants dans cet ouvrage. Par ailleurs, nous aimerions souligner l'originalité des thèmes abordés dans les deuxième et troisième parties de l'ouvrage. En effet, les questions entourant l'affirmation des particularismes identitaires dans le cadre de la mondialisation ainsi que les rapports qu'entretient l'État avec les impératifs de la mondialisation libérale sont rigoureusement développées et nuancées. En conclusion, malgré son caractère parfois inégal, cet ouvrage accessible s'adresse à un large public et constitue une contribution intéressante au débat portant sur la gouvernance et la mondialisation.

¹¹ Président-directeur général des manufacturiers et exportateurs du Québec.